



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 18 MARS 2020

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
DE LA SOCIÉTÉ MÄDER COMPOSITE FRANCE
POUR L'EXPLOITATION DE SON ÉTABLISSEMENT
SITUÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SORGUES**

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment son article L. 171-8 ;
- VU** le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 autorisant la Société MÄDER Composites France à exploiter une usine de fabrication de résines sur la commune de Sorgues ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 02 mars 2020 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 février 2020 proposant à monsieur le préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société MÄDER Composites France, et transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 février 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que l'analyse du risque foudre n'a pas été mise à jour suite à l'incendie de 2017, à la mise à jour de l'étude des dangers et aux différents travaux réalisés ;
- CONSIDÉRANT** que l'étude technique et les travaux qui en découlent n'ont ainsi pas été réalisés ;

- CONSIDÉRANT** que de ce fait les prescriptions de l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité ne sont pas respectées ;
- CONSIDÉRANT** que dans l'entrepôt L, la zone de stockage des liquides n'a pas été délimitée par un muret de 50 cm de haut, et que les allées ne peuvent pas être fermées par des batardeaux ;
- CONSIDÉRANT** de ce fait que les prescriptions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité ne sont pas respectées ;
- CONSIDÉRANT** que la cellule spécifique pour les liquides inflammables dans l'entrepôt L n'est pas opérationnelle puisqu'il manque les rétentions, le flochage en sous face, les portes coupe-feu 2 h et le système d'extinction automatique ;
- CONSIDÉRANT** que liquides inflammables ne doivent pas être stockés dans l'entrepôt puisqu'il n'y a pas de cellule spécifique, mais qu'ils le sont ;
- CONSIDÉRANT** de ce fait que les prescriptions des articles 8.4.1, 8.2.1.1.1, 8.2.1.1.2 et 8.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité ne sont pas respectées ;
- CONSIDÉRANT** que dans l'entrepôt L, le déport de stockage de 10,47 m par rapport à la paroi Nord n'est pas respecté et que les racks n'ont pas été démontés ;
- CONSIDÉRANT** de ce fait que les prescriptions de l'article 8.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité ne sont pas respectées ;
- CONSIDÉRANT** que le logiciel de gestion des stocks ne permet pas de connaître l'emplacement des produits stockés ;
- CONSIDÉRANT** de ce fait que les prescriptions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité ne sont pas respectées ;
- CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MÄDER Composite France de respecter les prescriptions des articles 6.1.1, 8.4.1, 8.2.1.1.1, 8.2.1.1.2 et 8.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de M. le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société MÄDER Composites France, dont le siège social est situé ZI du Fournalet 177, avenue des Frères Lumières à SORGUES (84 700) est mise en demeure, pour son usine implantée à la même adresse, de respecter sous **un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité, afin notamment de connaître l'emplacement des produits stockés.

ARTICLE 2 :

La société MÄDER Composites France est mise en demeure de respecter sous **un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité, en faisant réaliser une mise à jour de l'analyse de risque foudre, et si nécessaire l'étude technique associée et les travaux de protection contre la foudre.

ARTICLE 3

La société MÄDER Composites France est mise en demeure de respecter sous **un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité, en vidant les zones de sécurité prescrites.

ARTICLE 4

La société MÄDER Composites France est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 8.2.1.1.2 et 8.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité :

- sous **un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté pour ce qui concerne le stockage des liquides inflammables en dehors des zones autorisées, **avant le 30 juin 2020** pour ce qui concerne la construction et l'équipement de la cellule « liquides inflammables » de l'entrepôt.

ARTICLE 5

La société MÄDER Composites France est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité dans l'entrepôt L (mise en place des rétentions) **avant le 30 juin 2020**.

ARTICLE 6

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : délais et voies de recours

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « *Télerecours Citoyens* » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

ARTICLE 8 : mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1° une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire d'Avignon, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Christian GUYARD